



dignité
liberté intimité
d'expression centre
respect éducatif
maintien des liens familiaux
hôpitaux fermés
psychiatriques prisons
garde à vue accès
rétention aux
administrative soins
zone d'attente

Les droits fondamentaux des mineurs en établissement de santé mentale

Toulouse 22 mars 2019

Le Contrôleur général de lieux de privation de liberté

Autorité administrative indépendante créée en 2007

Chargée « *de contrôler les conditions de prise en charge et de transfèrement des personnes privées de liberté, afin de s'assurer du respect de leurs droits fondamentaux.* »

Une cinquantaine de personnes

Contrôle par visites sur place et échanges de courrier (150 visites par an ; environ 4000 courriers)

Publication d'avis, recommandations et rapports thématiques

Un rapport annuel :

- état des lieux de privation de liberté,
- suivi des recommandations
- rappel des positions du CGLPL
- bilan d'activité

Échanges directs avec le Parlement et les organisations internationales (Nations-Unies, Conseil de l'Europe, Cour européenne des droits de l'homme, OSCE, etc.)

Ce qui distingue le mineur privé de liberté de l'adulte

Des **vulnérabilités** spécifiques

Corps et psychisme en construction

Une protection spécifique

Évolutive en fonction de l'état de croissance

L'exercice de l'**autorité parentale**

Par les parents eux-mêmes

Par des institutions

Équilibre nécessaire entre protection du mineur et droits des parents

Le **droit à l'éducation**

Par l'enseignement

Par la vie quotidienne

individualisé

La **discontinuité** des prises en charge

Succession des mesures de placement

Nécessité de coordonner médical, social, éducatif et judiciaire

Rôle de l'éducateur fil rouge

Le statut des mineurs en psychiatrie

Le rôle du CGLPL vis-à-vis des mineurs hospitalisés

Veiller à ce que les personnes enfermées soient traitées avec humanité et dignité.

S'assurer du respect des droits des personnes hospitalisées sans leur consentement, parmi lesquelles se trouvent des mineurs.

Une compétence fondée sur l'habilitation de l'établissement visité, permet d'examiner le sort de l'ensemble des mineurs rencontrés.

Visites menées dans une trentaine d'hôpitaux accueillant des mineurs.

Mineur hospitalisé

- à la demande de ses représentants légaux (en soins libres),
- à la demande d'une autorité publique, administrative ou judiciaire.

En 2015

- 18 257 mineurs ont été admis en hospitalisation complète,
- 197 sur décision du représentant de l'Etat,
- 239 sur décision du juge des enfants.

L'ambiguïté des statuts d'hospitalisation appliqués aux mineurs

Soins libres

Parfois imposés par un tiers sans les garanties reconnues en matière de soins sous contrainte.

Place des représentants légaux très incertaine (surtout pour les nombreux mineurs confiés à l'ASE)

Règles relatives à l'autorité parentale mal connues

Incidence du placement sur les procédures d'admission mal mesurée,

Place des parents mal identifiée.

Soins sans consentement stricto sensu

Plus encadrés par le droit mais la question des patients mineurs n'y figure qu'à la marge

L'accompagnement d'un patient mineur dans l'exercice de ses droits n'est pas envisagé

Les droits des mineurs et de leurs représentants légaux sont mal garantis par l'administration ou le JLD

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU CGLPL

Recommandations d'ordre général

- Tout enfant dont l'état nécessite des soins doit pouvoir être accueilli dans un établissement adapté, suffisamment proche de son domicile pour garantir le maintien des liens familiaux.
- Les divers services sociaux, médico-sociaux, éducatifs, sanitaires et judiciaires intervenant auprès des mineurs doivent être mieux articulés.
- Les pouvoirs publics et les autorités responsables doivent veiller à ce que tous les mineurs bénéficient effectivement des droits qui leur sont conférés par la loi.
- Tout établissement recevant des mineurs doit disposer de moyens permettant de dispenser aux patients une scolarité sous une forme et un rythme adaptés à leur état et à la durée de leur séjour.

Cadre juridique et conditions d'admission

- Abroger l'article la possibilité d'admettre un mineur placé « *à la demande du directeur de l'établissement ou à celle du gardien* »
- Limiter la possibilité d'admission sur le fondement de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante :
 - durée limitée,
 - certificat médical.
- Accueillir la patients mineurs en fonction de leur âge :
 - Sans cohabitation avec des adultes de plus de 25 ans ;
 - Unités distinctes pour mineurs de 13 à 16 ans ;
 - Pour les jeunes de 16 à 25 ans.

Les droits des mineurs admis à la demande de leurs représentants légaux

Le mineur et ses représentants légaux doivent bénéficier d'une information générale sur les aspects médicaux (pathologie, soins, hospitalisation, liens familiaux).

L'hôpital doit respecter les règles de l'autorité parentale :

- recueillir l'accord des deux parents, de façon formelle
- si un seul des parents dispose de cet exercice, l'autre parent doit être informé au plus tôt.

Les mineurs hospitalisés doivent

- pouvoir saisir :
 - la commission départementale des soins psychiatriques
 - le juge des libertés et de la détention.
- être informés de ces possibilités dès que leur état le permet.

Les droits des mineurs admis sur décision du représentant de l'Etat et de leurs représentants légaux

Le mineur et ses représentants légaux doivent bénéficier d'une information générale sur les aspects médicaux (pathologie, soins, hospitalisation, liens familiaux).

La décision d'admission doit être notifiée au patient mineur :

- lorsque son âge ou sa maturité le permet ;
- systématiquement à partir de 13 ans ;
- par un agent hospitalier spécialement formé ;
- avec information sur les voies de recours, la situation juridique du patient et les droits qui y sont attachés, la possibilité de faire valoir ses observations ;
- avec remise d'une copie de la décision ainsi qu'un formulaire explicatif de ses droits, rédigés en termes clairs et pédagogiques.

Les représentants légaux des mineurs doivent être :

- destinataires des décisions, convocations, informations relatives à leur enfant ;
- informés des moyens de faire valoir leurs droits et ceux de leur enfant.

L'intervention du juge des libertés et de la détention

Le JLD doit bénéficier d'informations de nature sociale :

- requête accompagnée de renseignements sociaux ;
- possibilité d'ordonner enquête sociale rapide ;
- existence d'une procédure d'assistance éducative.

Le JLD doit pouvoir statuer en cohérence avec les décisions du juge des enfants :

- recueil d'avis avant de statuer ;
- communication du dossier d'assistance éducative au JLD sous le contrôle du juge des enfants.

Possibilité de désigner un administrateur ad hoc :

- si les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de ses représentants légaux ;
- Si les droits du mineur sont insuffisamment garantis par eux.

La prise en charge

Le cadre institutionnel

- contrôle étroit d'un médecin formé à la pédopsychiatrie.
- unités spacieuses, permettant un accès à l'air libre et respectant sécurité et intimité
- Le personnel hospitalier devrait être sensibilisé aux questions d'ordre juridique.

Les activités thérapeutiques

- encadrées par des soignants formés ;
- analyse a posteriori systématique.

Prise en compte du statut juridique complexe de l'enfant

- se procurer la décision de placement
- s'assurer de la position des parents au regard de l'exercice de l'autorité parentale
- en cas de difficulté, ils doivent en référer au juge.

Association des parents à la prise en charge (sauf décision judiciaire les privant de leurs droits)

- informer, consulter et associer les parents à la prise en charge
- leur apporter un soutien pour eux-mêmes et leur famille ou de les orienter vers un tel soutien.

Autonomie des patients

- Individualiser les restrictions aux droits et libertés selon l'état clinique du patient, son âge, sa maturité et la durée du séjour.
- Ne recourir qu'exceptionnellement à la mise en pyjama et à l'interdiction du port de chaussures (motifs précis et individuels, portés à la connaissance des représentants légaux).
- Ne restreindre les visites ou la confidentialité des échanges téléphoniques que par décision médicale de manière individualisée et pour des nécessités thérapeutiques régulièrement réévaluées.
- S'assurer des conditions dans lesquelles les jeunes enfants sont accueillis le week-end ou en période de vacances.
- Engager une réflexion d'équipe sur l'approche de la sexualité des adolescents.

Isolement

- Utiliser des chambres d'apaisement permettant une mise à l'écart sans enfermement et dans des conditions de confort.
- Réfléchir en équipe la nécessité de disposer d'une chambre d'isolement (l'exclure pour les enfants de moins de 13 ans).
- Former la soignants à la prévention des crises et à leur traitement sans placement en chambre d'isolement.
- Informer les représentants légaux des modalités d'isolement et de son utilisation.



16/18 quai de la Loire
BP 10301
75921 PARIS CEDEX 19
www.cglpl.fr